

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Régie des Eaux de Grenoble

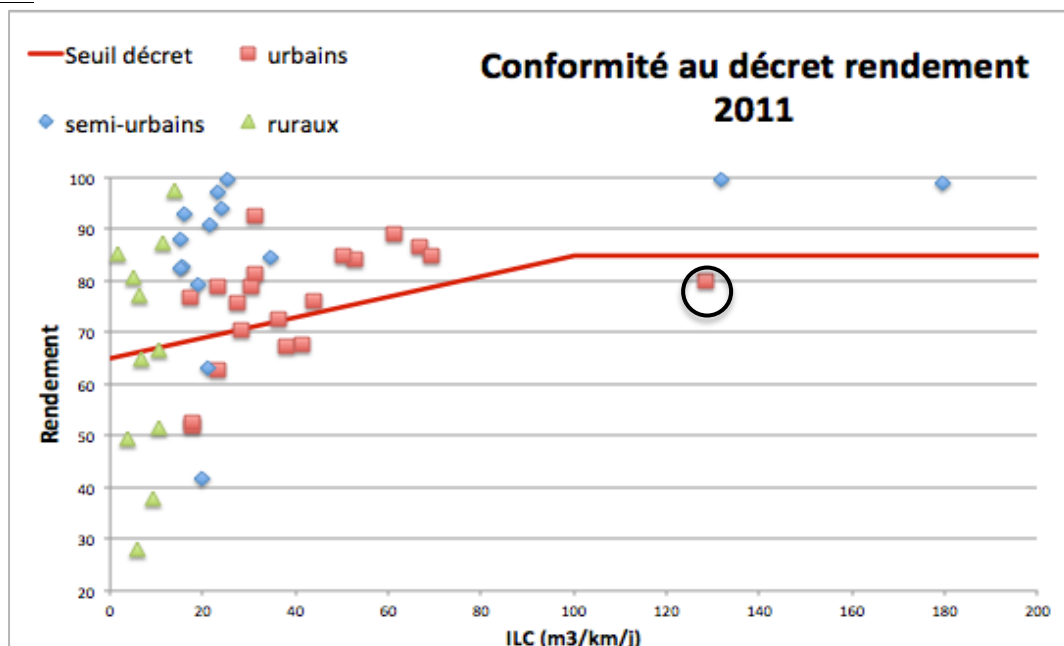
Type de collectivité : EPIC avec personnalité morale et autonomie financière

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 51 087 ILC : 105,6 m ³ /km/j Habitants : 159 307 Densité habitants* : 656 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 13 100 (estimation) Date de règlement de service : Volume entrant : 14 248 Mm ³ 22/02/2010 Volume facturé : 11 392 Mm ³ Linéaire de réseau : 276 km Installation de traitement : oui (secours)	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 5 puits, 2 stations surpression, 14 maillages, 2 réservoirs Nombre total de compteurs : 51 041 Pourcentage de compteurs +12 ans : 41,4% Linéaire renouvelé sur 5 ans : 11,7 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,96 % Connaissance de l'âge des réseaux : oui	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 80,0 % Indice Linéaire de Pertes* : 28,20 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 100/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 85,0% Rendement 2011 : 80,0 % rendement lissé sur 3 ans* : 79,9% <i>Graphique de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : inférieur à 1000 Evaluation du coût de remplacement* : inférieur à 2 800 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 31/12/2013	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement : 30 000 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 2 800 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 4,5 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,10 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : + 22,7 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



La REG est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie urbaine (carrés bruns). En 2011 son rendement était de 80,0% et était de 5 points inférieur au seuil imposé par le décret "rendement". Depuis 2009, le calcul de rendement suit la définition réglementaire. Le rendement apparaît stable depuis cette année là.

Avec la récente publication du décret, l'amélioration du niveau de rendement devient donc un enjeu réglementaire pour Grenoble.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Grenoble est de 28,2 m³/km/j. On pourrait en déduire que le réseau de Grenoble présente des volumes de fuites importants (en partie publique ou privée), malgré les actions de recherche de fuite engagées. Cette donnée est à corrélérer avec le contexte urbain très dense, la pression de service, ainsi que la caractéristique de comptage individuel très marqué sur Grenoble.

Pour autant, la Régie est très active concernant l'entretien et les investissements réalisés sur son réseau. Depuis sa création, elle se livre notamment à d'importants travaux de renouvellement avec un linéaire minimum de renouvellement de 2km par an (et hors opération en coordination spécifique, tramways, ..) constatés à partir de 2002.

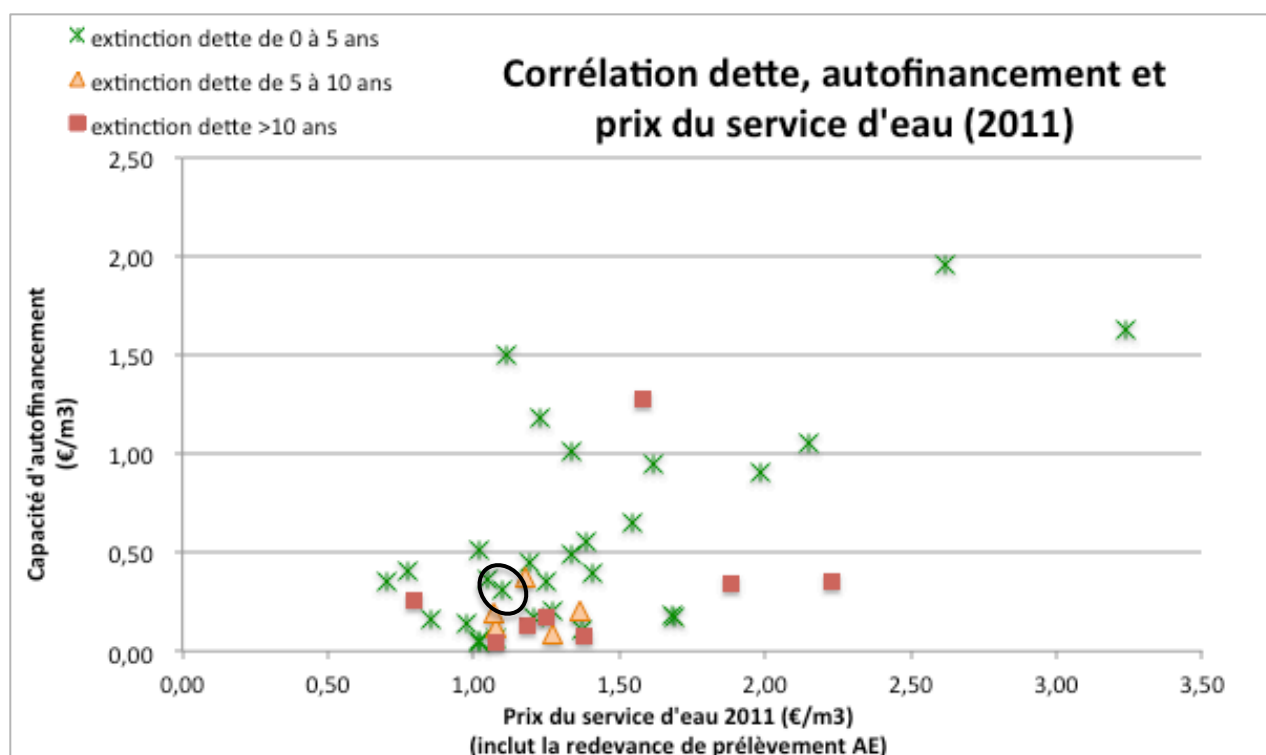
Par ailleurs, on notera que la REG recherche à lisser le renouvellement de son parc de compteurs, sur un rythme moyen de 3 500 à 4 000 unités par an.

Cela caractérise un parc compteur pouvant présenter certains signes de vieillissement avec deux compteurs sur cinq ayant plus de 12 ans (41,4%). Ceci peut provoquer des défauts de sous-comptage, contribuant à fausser légèrement le calcul du rendement en le diminuant.

Le niveau de connaissance du patrimoine par la Régie est excellent (100/100). La Régie satisfait donc immédiatement à ce nouvel enjeu réglementaire et devrait pouvoir facilement identifier les zones vieillissantes du réseau ainsi qu'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à l'élaboration d'une pyramide des âges.

Enfin, on notera que le réseau de Grenoble présenterait encore de nombreux branchements en plomb (estimatif inférieur à 1000 en 2011).

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

La Régie des Eaux de Grenoble est entourée.

Son extinction de dette est de 4,5 ans (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,31 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,10 €/m³.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué raisonnable permet en 2011 de dégager un autofinancement de 31 cts/m³ facturés.

Le montant de la dette est de 15,4 M€ en 2011. Il reste supportable pour la régie puisque sa création de richesse (CAF) lui permettrait de la rembourser intégralement en moins de 5 ans si tout son autofinancement y était consacré. Ce montant de dette est vraisemblablement en lien avec les importants travaux de renouvellement menés par le service (11,7 km en 5 ans).

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux (renouvellement, branchements en plomb), le service d'eau pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. Pour dégager davantage d'autofinancement, la Régie dispose d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une marge de manœuvre est également disponible en matière d'emprunt.

La REG est le seul service du périmètre étudié à se constituer une réserve (inscription d'un ACSI au budget annuel) pour compléter le financement du renouvellement de son réseau (anticipation des pics de vieillissement au vu de la typologie du réseau) ce qui lui permet de mener une bonne gestion de durabilité économique, conformément aux préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE.